

PS & énergie



Photo: initiative des Alpes

20 février 1994: les habitants d'Uri se félicitent de la victoire de l'initiative des Alpes. Il y a vingt ans, la population suisse approuvait l'initiative des Alpes, il y a dix ans, elle disait clairement «non» à un deuxième tunnel routier au Saint-Gothard. Aujourd'hui, de nouveaux plans pour un tube supplémentaire sont sur la table, sous couvert d'assainissement. Un nouveau tunnel routier met à mal la protection des Alpes et la politique de transfert de la route au rail.

La volonté du peuple foulée aux pieds



par
Evi Allemann,
conseillère nationale

Le peuple suisse a clairement exprimé à plusieurs reprises son refus d'un second tube au Gothard. Cette volonté doit être respectée, d'autant plus que la construction d'un second tube minerait la politique des transports, voire, dans le pire des cas, entraînerait l'échec du transfert de la route au rail. Une fois

construit, le tunnel sera là pour de nombreuses décennies.

Une seule voie: la mauvaise blague

Le Conseil fédéral et le Parlement annoncent ne pas vouloir utiliser totalement les deux nouvelles voies et limiter légalement la capacité à

une seule voie par sens de circulation: cela ressemble à une mauvaise blague. On ne creuse pas pour plus de deux milliards de francs suisses un nouveau tunnel à deux voies pour n'en emprunter qu'une seule. La pression pour l'ouverture de la deuxième sera énorme en cas de difficultés. La capacité de circulation

créée sera utilisée un jour ou l'autre. Affirmer le contraire, c'est jeter de la poudre aux yeux des gens.

De nouvelles routes, c'est plus de trafic. Et cette augmentation est problématique à bien des égards: on foule aux pieds la protection des Alpes, la pollution sonore et environnementale augmente dans les vallées concernées, la sécurité routière recule. L'argument de la sécurité avancé par les partisans du tunnel est faux à y regarder de près. Le Bureau de prévention des accidents bpa s'exprime clairement dans une prise de position sur la sécurité routière dans le tunnel routier du Gothard (Road Safety Impact Assessment): l'augmentation du trafic de 3% (soit 500 véhicules/jour) causée par les doubles voies dans le tunnel routier du Gothard réduit à néant le gain de sécurité des deux tubes. Et le risque d'accident lié au surplus de trafic ne concerne pas uniquement le tunnel, mais l'ensemble de l'A2, car le tunnel influence aussi le reste de l'auto-route. Si l'on veut investir de façon efficace dans la sécurité, il faut faire en sorte que l'accès au tunnel routier soit interdit pour les camions dangereux et que ceux-ci circulent sur une «chaussée roulante».

Le tunnel ferroviaire de base du Saint-Gothard: inutile?

Il y aurait suffisamment de place pour une «chaussée roulante» puisque le tunnel de base du Gothard ouvrira en 2016. Il créera de nouvelles capacités de transport ferroviaire et rendra la liaison nord-sud bien plus attractive, pour le transport tant des personnes que des marchandises. Cet ouvrage affiche des dimensions historiques: il est le plus long tunnel ferroviaire au monde et une étape importante dans la politique suisse de transfert de la route au rail. En cas de concurrence d'un tunnel routier supplémentaire, la rentabilité de la NLFA chutera et on acceptera le

risque qu'elle devienne l'investissement raté du siècle. Pour poursuivre avec succès le transfert de la route au rail, il faut construire des rails et non des routes.

Cette construction n'est pas encore votée. La Commission des transports du Conseil national vient de reporter sa décision parce qu'elle souhaite que l'administration lui fournisse de plus amples clarifications concernant un péage. Un péage de tunnel isolé n'est pas la bonne solution, car il conduirait à un trafic de contournement par les tunnels du San Bernardino ou du Simplon, et pénaliserait plusieurs régions, telles que le Tessin.

Le tunnel routier serait très cher

Cette décision de report montre qu'il existe des doutes majeurs sur le financement de ce trou à plusieurs milliards. Ces doutes sont aussi alimentés par une étude du bureau d'études bâtiment Helbling réalisée sur commande de l'Office fédéral des routes (OFROU). Elle démontre que la variante d'assainissement sans second tube est aussi plus rentable sur le long terme que la construction d'un second tube, et est donc plus judicieuse du point de vue de l'écologie, du coût et de l'utilité. Le chargement des voitures et des camions sur le rail rendra le Tessin accessible à tout moment.

L'argent serait mieux investi dans les agglomérations: sur certains tronçons, jusqu'à 130 000 véhicules encombrant les routes chaque jour. 17 000 véhicules en moyenne seulement empruntent le Gothard par jour, ce qui est peu comparé à l'intensité des déplacements dans les agglomérations. Les investissements pour l'infrastructure du trafic doivent être réalisés là où sont les problèmes et où les flux de pendulaires mènent tous les jours à un trafic chaotique.

Si le Parlement devait tout de même approuver définitivement à l'automne la construction d'un second tube, il ne restera qu'une possibilité: un référendum. Nous n'avons pas besoin d'un second tube sous le Gothard, mais de mesures de protection des Alpes et de concepts sages en faveur de la mobilité durable.

Le groupe de travail «PS & énergie»

Le groupe de travail «PS & énergie» veut faire connaître et mettre en œuvre la politique énergétique et environnementale du PS Suisse. Il est composé de spécialistes des domaines de l'énergie et de l'environnement du groupe socialiste de l'Assemblée fédérale et d'autres spécialistes intéressés.

Les dons reçus par «PS & énergie» sont affectés à des campagnes politiques et à des projets de politique énergétique et environnementale.

Jusqu'ici, le groupe de travail a soutenu financièrement les projets et organisations suivants:

- SUFO – Sozial- und Umweltforum Ostschweiz
- «Berne renouvelable» (votation du 3 mars 2013)
- Alliance «Non au nucléaire»
- Association Initiative pour le paysage
- Comité Mühleberg – illimité-non
- Lancement et dépôt de l'initiative Cleantech du PS
- Opposition à la demande d'exploitation illimitée de la centrale nucléaire de Mühleberg
- Initiative pour le climat (initiative notamment lancée par le PS)
- Association Initiative Climat
- Sommet de l'énergie du PS «Des dangers du nucléaire au potentiel des énergies renouvelables»
- Contribution à l'élaboration du papier de perspective du PS Suisse «Sortir du nucléaire, c'est faisable et c'est l'avenir – vers un approvisionnement basé sur les énergies renouvelables»
- Contribution à «KLAR! Schweiz» pour le soutien de l'expertise de John Large sur la «démonstration de la faisabilité» de la Nagra
- Financement de l'expertise juridique «Consultation lors de la construction de nouvelles centrales nucléaires»
- Alliance «OUI à l'initiative pour les transports publics»
- Association Non à un nouveau tunnel routier au Gothard



Photos: Keystone

Etudiants d'une haute école spécialisée: de nombreux secteurs des cleantech dépendent des connaissances des électroniciens.

Le développement et l'encouragement des technologies propres créent de nouveaux métiers et de nouveaux emplois. En Suisse, la formation professionnelle doit prendre en compte ces changements et adapter ses filières de formations. Avec des formations qualifiées, elle contribue à établir une base solide pour une économie durable.

Pour des professions d'avenir



par
Jacques-André Maire,
conseiller national

Selon l'association swisscleantech: «Les cleantech réunissent, au-delà des branches, tous les produits, prestations et processus ou modèles commerciaux qui apportent une contribution à une économie durable. Cela concerne essentiellement en termes de ressources, la réduction des émissions de substances nuisibles et des

autres influences négatives pour l'environnement, ainsi qu'une évolution dans le sens d'une économie basée sur le recyclage, à facteurs sociaux et économiques identiques ou améliorés. L'idée directrice est ainsi une économie correspondant à une «best practice» en matière de durabilité».

Cette définition très large montre bien que les cleantech concernent aujourd'hui pratiquement toutes les activités humaines et, dans ce sens, tous les professionnels devraient intégrer des réflexions et des comportements en phase avec un développement durable de notre économie et de notre société.

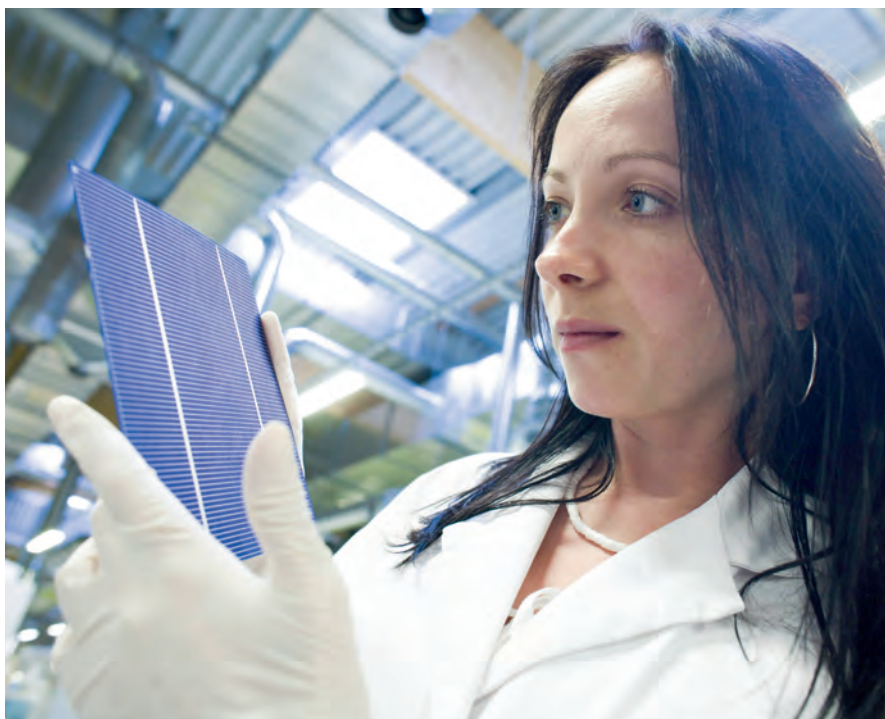
Intégrer les objectifs environnementaux à la formation professionnelle

Les partenaires responsables des formations professionnelles que sont la Confédération, les cantons et les associations professionnelles, bien conscients de ce fait, introduisent dans toutes les nouvelles ordonnances de formation et dans tous les plans d'études des objectifs environnementaux qui complètent ceux liés à l'acquisition des compétences professionnelles de base. On espère ainsi que les futurs professionnels

développeront une véritable culture de la durabilité et adapteront leurs savoir-faire en conséquence!

Au-delà de ces aspects généraux, l'émergence et le développement des cleantech engendrent la création de nouvelles professions et de nouveaux emplois, notamment dans les activités de recyclage des matériaux et dans celui des énergies renouvelables.

Ainsi de nouvelles filières de formations ont vu le jour dans plusieurs hautes écoles de notre pays, notamment dans le domaine de l'ingénierie et des sciences de l'environnement. Ces nouvelles formations devraient



Une technicienne contrôle la qualité d'une cellule solaire. La demande pour de tels spécialistes augmentera à l'avenir.

Un apprenti ajuste un refroidisseur à absorption qui fournit du froid à partir de la chaleur du soleil. Les secteurs traditionnels tels que les installateurs sanitaires ont besoin de nouveaux pros bien formés.



permettre de remédier à la pénurie de main d'œuvre qualifiée à laquelle sont confrontées plus de 65% des entreprises actives dans les cleantech et à accélérer la réalisation de projets de recherche et d'innovation dans ces domaines.

Mais la pénurie ne concerne pas seulement les professions hautement qualifiées, en effet, de nombreuses entreprises actives dans l'assainissement des bâtiments ou dans la pose d'installations de production d'énergie renouvelable se plaignent également d'un manque de professionnels qui maîtrisent les nouvelles technologies dans ces secteurs.

Donner une nouvelle image aux secteurs traditionnels

Comme les professions concernées souffrent depuis longtemps d'un déficit d'image auprès des jeunes, il est fondamental de déployer de grands efforts de promotion de ces métiers, montrant bien leurs dimensions tournées vers les nouvelles technologies et vers la protection de l'environnement, afin d'attirer plus de candidats et de candidates dans des voies de formation qui offrent de très nombreuses perspectives d'emploi.

Au-delà de ces efforts liés aux formations initiales qui doivent préparer une relève professionnelle de qualité, les associations professionnelles et les centres de formation professionnelle doivent impérativement mettre sur pied rapidement des modules de formation continue permettant aux professionnels en activité de se familiariser avec les cleantech dans leur domaine de compétences. C'est là une condition essentielle pour que les entreprises puissent relever les nouveaux défis auxquelles elles sont confrontées; dans ce sens, elles ont un intérêt évident à favoriser et

à soutenir la formation continue de leurs collaborateurs.

Tous les efforts de formation liés aux cleantech ont une importance primordiale pour permettre à notre pays de mettre en œuvre et de réussir la stratégie énergétique 2050 et pour préparer les jeunes à entrer dans les très nombreux emplois générés par le développement d'une nouvelle économie verte et durable!



Le domaine de Fritz Sahli à Uettligen près de Berne. Son installation photovoltaïque sur l'étable, la grange et la maison fournit de l'électricité à 65 ménages.

Photo: Stefan Hunziker

Pour aller de l'avant, l'agriculture suisse ferait bien de se rappeler ce qui faisait sa force par le passé: fournir de l'énergie renouvelable de manière efficace.

Le tournant énergétique est une opportunité pour l'agriculture suisse



par
Beat Jans,
conseiller national

«Je cultive mes terres et j'éleve mes bêtes, nous dit Fritz, mais je produis aussi de l'énergie.» Fritz Sahli exploite 31 hectares de terres agricoles à Uettligen près de Berne. Il produit des œufs, de la viande, des céréales, des pommes de terre, des légumes et, depuis peu, de l'électricité. Il a monté des panneaux photovoltaïques sur les toits de la maison, de la grange et de la grande étable à stabulation libre et produit du courant pour près de 65 ménages. Fritz Sahli est convaincu que c'est une voie d'avenir pour les agriculteurs. Et les vaches ne semblent pas contrariées par l'installation sur leur toit: elle ne perturbe en rien leur tranquillité.

Depuis des millénaires, l'agriculture et la sylviculture ont fourni, en exclusivité, l'énergie vitale de l'humanité sous forme de nourriture, de matières premières et de combustibles organiques. Ce n'est qu'avec l'avènement de la révolution industrielle que le charbon, et par la suite le pétrole, les ont supplantés. Aujourd'hui, la majeure partie

de l'énergie consommée provient de sources fossiles, donc finies. Même l'agriculture ne fonctionne plus sur une base renouvelable. En effet, avec le recours aux machines, aux engrais et aux pesticides, chaque ferme consomme davantage d'énergie qu'elle n'en fournit sous forme de nourriture. Un système tout sauf durable.

L'agriculture peut aussi produire de l'énergie

Il est d'autant plus réjouissant que de plus en plus d'agriculteurs perçoivent le tournant énergétique comme une opportunité et misent, comme Fritz Sahli, sur la production d'énergie renouvelable. Le potentiel est considérable: d'ici 2030, l'agriculture suisse pourrait fournir de l'électricité solaire pour 250 000 ménages. Sans compter le courant de la biomasse qui alimenterait 90 000 ménages, et celui d'éoliennes agricoles pour 100 000 ménages supplémentaires. Cette estimation est due à Agrocleantech, une société cofondée en 2011 par l'Union suisse des paysans. En plus du courant, l'agriculture pourrait aussi fournir le chauffage pour pas loin de 40 000 ménages d'ici 2030.

Ce qui devient envisageable en Suisse grâce au tournant énergétique est déjà chose faite en Allemagne: les zones rurales bénéficient

particulièrement de la rétribution à prix coûtant du courant injecté, le principal instrument d'encouragement du tournant énergétique. Une étude de l'institut Thünen publiée en janvier montre qu'en 2011 les habitants de régions rurales peu peuplées ont reçu en moyenne 531 euros de rétribution pour du courant renouvelable conformément à la loi allemande sur les énergies renouvelables. Dans les grandes villes, ce chiffre ne se montait qu'à 23 euros par personne. En Allemagne, pas moins de 17% de l'électricité renouvelable provient de l'agriculture. Les agriculteurs exploitant des installations d'énergies renouvelables ont à cet effet reçu 4 milliards d'euros de rétributions en 2011.

Les exploitations agricoles fournissent plus de 4% de l'électricité produite en Allemagne, tendance à la hausse. Le bilan énergétique agricole, du moins dans le domaine de l'électricité, est redevenu positif: les agriculteurs fournissent plus d'électricité qu'ils n'en consomment. En 2011, le secteur agricole allemand a produit deux fois plus d'électricité qu'il n'en consommait.

Avantage pour les zones rurales suisses

En Suisse, la situation sera semblable dès que le tournant éner-

gétique sera mis en œuvre et pour autant que la rétribution à prix coûtant ne soit pas sacrifiée à l'autel d'une idéologie politique étriquée. Le PS mettra tout en œuvre pour réaliser la transition aux énergies renouvelables et pour permettre à l'agriculture meurtrie de créer un nouveau domaine d'activités lucratif.

Fritz Sahli et nombre d'autres agriculteurs suisses ont déjà découvert cette activité et s'en portent bien. La famille Sahli contribue même à une agriculture économe en énergie: elle pratique la culture bio. Comme l'agriculture bio utilise entre 30 et 60% moins d'engrais, son rendement est nettement plus élevé par rapport à l'apport d'engrais. La même chose vaut pour la consommation d'énergie. En moyenne, la même quantité de produits bio est cultivée avec 19% moins d'énergie directe et indirecte que les aliments conventionnels ou intégrés. C'est ce qu'a démontré l'essai DOC, un projet de recherche de l'Institut de recherche de l'agriculture biologique en cours depuis 1978 à Therwil. Une autre raison pour laquelle le PS s'engage depuis des années pour la promotion de l'agriculture biologique.



Un superpétrolier a une capacité de 340 millions de litres de pétrole. Chaque année, la Suisse consomme le contenu de 41 superpétroliers comme celui-ci (14 milliards de litres) et paie 10,5 milliards de dollars à des fournisseurs étrangers.

80% de l'énergie consommée par la population suisse provient de sources non renouvelables. Cette énergie vient exclusivement de l'étranger. Compte tenu des derniers développements en Ukraine, il devient de plus en plus clair que nous devons passer sans tarder à des énergies renouvelables indigènes.

Le tournant énergétique: une réponse à la finitude des ressources



par
Jürg Buri,
directeur Fondation
suisse de l'énergie

Les énergies fossiles sont devenues la principale ressource énergétique de l'ère industrielle. Le pétrole, le gaz naturel et l'uranium, qui couvrent près de 80% de l'approvisionnement énergétique suisse, ne sont pas renouvelables. De plus, nous sommes totalement dépendants de l'étranger, car toutes les matières premières fossiles ou nucléaires sont importées, pour un montant dérisoire: en moyenne, les ménages suisses ne dépensent que 1,3% de leur budget pour l'électricité et le chauffage.¹ Mais cette situation ne pourra que changer.

L'ère du pétrole bon marché touche à sa fin

Actuellement, nous consommons chaque année quatre fois plus de pétrole qu'on en trouve de nou-

veau. Et ce nouveau pétrole provient de plus en plus de sources non conventionnelles, donc plus coûteuses (aujourd'hui: 20%). Les combustibles fossiles se raréfient et les luttes mondiales pour ces ressources s'intensifient donc rapidement ces prochaines années. L'ère du pétrole bon marché touche irrémédiablement à sa fin.

La mobilité est particulièrement touchée: avec 96% de pétrole, elle dépend fortement des sources fossiles. Une étude² de la Fondation suisse de l'énergie SES montre qu'une transition énergétique rapide s'avèrera meilleur marché que le maintien du statu quo, et ce dès 2020 en cas de scénario de prix du pétrole élevé, par ailleurs plus que probable.

Extraction de gaz naturel en baisse

Opter pour le gaz naturel ne résout rien. En Europe, son extraction conventionnelle est en baisse depuis des années, sauf en Norvège. Et l'extraction européenne potentielle de gaz non conventionnel ne

sera pas à même de compenser ce recul sur le plan quantitatif. Même si la consommation reste constante, nous devrions massivement augmenter les importations. Mais où prendre ce gaz?

Un quart du gaz consommé en Suisse vient de Russie. Et une augmentation n'est pas envisageable, car 80% des livraisons de gaz russe vers l'Europe passent par l'Ukraine, sur laquelle Poutine pose une main de fer. Sa «politique du robinet à gaz» n'a rien de nouveau: Gazprom, le groupe gazier semi-public, vient d'annoncer une hausse de 43% du prix des livraisons de gaz à l'Ukraine. Chacun se souviendra des livraisons au compte-gouttes de l'hiver 2008/2009.

L'objectif: 2000 watts

Qu'on considère la situation du point de vue de la politique des ressources, de la politique sécuritaire ou de la politique climatique, l'avenir énergétique devra être à 100% renouvelable. Un mix perspicace de sources d'énergie renouvelables indigènes, d'efficacité énergétique et de comportement modéré peut assurer notre approvisionnement énergétique à l'avenir. Cela nous rendra indépendant face aux fournisseurs d'énergie inconstants et à la raréfaction des matières premières, protégera tant l'homme que l'environnement et s'avèrera même rentable. Par conséquent, la solution est un tournant énergétique anticipé, dirigé par la politique comme par l'économie. La voie vers la société à 2000 watts a besoin d'incitations économiques convaincantes. Des taxes d'incitation ou une réforme fiscale écologique sont les instruments idéaux. Les produits et processus gourmands en énergie doivent devenir plus chers, tout comme économiser de l'énergie doit être payant.

Tôt ou tard, le tournant énergétique sera réalité. Plus tôt nous miserons sur des énergies indigènes et propres, mieux cela sera pour notre environnement, notre économie et notre démocratie. Une réalité à implémenter pour tous, pas juste pour une minorité.

¹ Office fédéral de la statistique (électricité du logement principal)

² Beat Meier, «Kosten der (Nicht-) Energiewende» (Coûts de la (non-) réalisation du tournant énergétique), étude pour le compte de la SES, Winterthur, juin 2013

Je tiens à mon environnement

Si vous voulez apporter votre soutien aux projets de politique environnementale du PS Suisse et recevoir quatre fois par an «PS & énergie», envoyez votre adresse par e-mail à energie@pssuisse.ch



Impressum PS & énergie paraît quatre fois par an en français et en allemand. Un abonnement de trois ans à cette publication est compris pour les donatrices et les donateurs à partir d'un montant de 5.- francs. Dons: CP 30-66582-6, PS & énergie, 3001 Berne. **Editeur/rédaction:** Parti socialiste suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne, fax 031 329 69 70, e-mail: sonnenklar@spschweiz.ch **Rédaction:** Jacqueline Badran, conseillère nationale; Didier Berberat, conseiller aux Etats; Pascale Bruderer, conseillère aux Etats; Max Chopard, conseiller national; Claudia Friedl, conseillère nationale; Chantal Gahlinger, secrétaire politique; Reto Gamma, chef de projet recherche de fonds; Beat Jans, conseiller national; Barbara Marty Kälin, ancienne conseillère nationale; Jacques-André Maire, conseiller national; Nadine Masshardt, conseillère nationale; Roger Nordmann, conseiller national; Eric Nussbaumer, conseiller national; Rudolf Rechsteiner, ancien conseiller national; Silva Semadeni, conseillère nationale. **Traitement rédactionnel et production:** Gallati Kommunikation, Zurich. **Maquette:** Purpur AG für Publishing und Communication, Zurich. Imprimé en Suisse. **Tirage:** 50 000 exemplaires.



Imprimé sur papier certifié FSC
SBS-COC-20186
FSC Trademark 1996
Forest Stewardship Council A, C, &